



Manifestation du 28 novembre 2020

Conférence de presse, Vannes le 26 novembre 2020

Suite au rassemblement de samedi dernier à Lorient initié par la LDH qui a réuni 1500 personnes, les organisations syndicales du secteur de Vannes ont invité à un rassemblement place de la Préfecture, mardi en référence au vote à l'Assemblée le même jour. La LDH et la Libre Pensée ont immédiatement rejoint le mouvement et ont sollicité plus largement les organisations syndicales, politiques et associations militantes locales pour appeler à manifester samedi prochain. Entre temps, le rassemblement de mardi a réuni ce que la place de la Préfecture pouvait contenir de monde, tous encore davantage renforcés dans leur conviction sur la nécessité de s'opposer à la proposition de loi de sécurité globale. Si ce texte avait été en vigueur, il n'aurait pas **permis d'informer** sur la situation des personnes étrangères **rassemblées Place de la République à Paris aux côtés de leurs associations et avocats, évacués violemment**. Les images qui ont été diffusées ont profondément choqué, et ont justement permis de dénoncer.

Ce texte suscite une opposition très large : syndicats de journalistes, d'avocats, comme des syndicats généralistes, partis politiques, associations militantes, et même de groupes de citoyens. C'est aussi une vive inquiétude de la part de la Défenseure des droits, Claire Hédon qui outre le partage des oppositions sur l'article 24, y voit une atteinte majeure à la vie privée avec la généralisation de la vidéo et surtout son utilisation qui permettra désormais de savoir qui était à tel ou tel événement, manifestation notamment ! Idem de la part de la commission nationale consultative des droits de l'Homme et même le conseil des droits de l'Homme de l'ONU... !

On dénombre une succession de textes dans une dérive autoritaire sans précédent qui s'insèrent dans un plan de sécurité globale avec la loi sécurité vise à museler la presse, la liberté d'informer, la liberté d'expression et la liberté de manifester portant atteinte à l'équilibre démocratique et aux principes de notre république, à savoir :

Liberté, Égalité, Fraternité

Le texte qui entrera en discussion au Sénat aurait pour conséquence de faciliter la répression des militants, d'ouvrir de nouvelles possibilités de **fichage des manifestants comme des journalistes** (dans le cadre de la cellule DEMETER par exemple) et de conférer l'impunité des pratiques violentes des forces de l'ordre, telles les passages, les gazages et autres pratiques de désencerclement ayant fait l'objets d'abus qui ont pu être dénoncés justement par la **PRODUCTION D'IMAGES**.

Partout en France les rassemblements et appels à manifester se multiplient, de diverses organisations, **VIVEMENT** opposées à ce texte.